



31 rue de la Grange aux belles
75010 Paris



25/27 rue des Envierges
75020 Paris



Collectif des Travailleurs Sans Papiers
de Vitry-sur-Seine (94)

Soutien aux travailleurs sans-papiers en grève

Manifestation Vendredi 4 mars à 16h00, de Nation à la Direction des Étrangers du Ministère de l'Intérieur, 18 rue des Pyrénées, 75020 Paris

Depuis fin octobre 2021, trois grèves de travailleurs sans-papiers ont démarré successivement. Ces derniers ont formé des piquets devant leurs entreprises : RSI, une société d'intérim, basée à Gennevilliers (92), DPD, filiale de La Poste pour le colis, au Coudray-Montceaux (91) et Chronopost, l'autre filiale colis de La Poste. Ils réclament leur régularisation auprès des préfetures qui, depuis, font la sourde oreille.

Nous nous sommes en conséquence adressés au **ministère de l'Intérieur**, lors d'une précédente manifestation, **le 9 février dernier**. Nous avons été reçus par la Direction du service des étrangers du ministère, auquel nous avons longuement, et de façon très précise, expliqué les motifs et revendications de ces grèves.

Nous n'avons pas eu de retour depuis cette rencontre au ministère, mais **nous constatons un durcissement de l'attitude des préfetures concernées (91,92,94)** envers les grévistes et leurs soutiens. **Vendredi 4 mars, nous manifestons de nouveau au ministère pour réaffirmer nos revendications et exiger les réponses que nous attendons.**

Les préfetures et le pouvoir ferment les portes et manœuvrent !

Dans l'Essonne, la préfeture d'Évry, qui a fait exécuter avec zèle un arrêté d'expulsion du piquet pris par la mairie du Coudray-Monceaux, reçoit certes des délégations lors de nos manifestations. Mais c'est chaque fois pour couvrir les manœuvres grossières et provocatrices de la Poste (DPD) et de son sous-traitant Derichebourg, qui refusent de se reconnaître comme employeurs des travailleurs sans-papiers en lutte, s'asseyant y compris sur les conclusions de l'inspection du travail.

Dans le Val-de-Marne, la Préfeture de Créteil a reçu une délégation le 31 janvier, mais sans retour depuis, et a refusé de recevoir les grévistes sans papiers lors de notre dernière manifestation du 21 février.

Dans les Hauts-de-Seine, la préfeture de Nanterre campe dans son refus de recevoir une délégation des grévistes de RSI, qui ont pourtant obtenu de l'employeur, par la lutte, les documents (CERFAs) réclamés pour demander la régularisation. Là aussi, la préfeture manœuvre et méprise les travailleurs.

Le mépris pour « ceux qui ne sont rien » !!!

Cette attitude des préfetures face aux grèves traduit une **complicité affichée du pouvoir avec les employeurs, publics ou privés**, qui profitent massivement de l'exploitation du travail précaire et des travailleurs sans titre, pour s'assurer des profits colossaux basés sur **la négation des droits du travail et des droits sociaux élémentaires**.

Être sans papiers, c'est être contraint d'accepter les emplois les plus durs, mal ou pas payés, c'est s'exposer aux accidents du travail non reconnus et pas indemnisés, c'est renoncer aux congés payés,

c'est l'absence de protection sociale (contrairement aux balivernes racistes véhiculées par l'extrême droite), c'est le licenciement par texto et l'absence de droits aux prestations chômage, c'est la crainte permanente du contrôle au faciès dans le métro, dans le bus, au coin de la rue, dans les foyers de travailleurs, c'est vivre à chaque instant avec la peur de l'expulsion...

Bien souvent, ce sont des grandes entreprises, y compris publiques ou à capitaux publics, comme La Poste, qui puisent dans ce « marché » des travailleurs sans titre, ultra précaires, **pour faire baisser sans cesse les coûts de production et la masse salariale au profit des actionnaires !** Ces patrons sans vergogne masquent et diluent leurs responsabilités d'employeurs par la cascade de sous-traitance et la filialisation généralisée des activités !

Ils profitent à fond de ce système, qui développe sans cesse une armée de réserve de travailleurs sans droits, pour contourner toutes les lois sociales, toutes leurs obligations légales, et organiser un dumping social sans fin.

Cette attitude des autorités publiques face aux grévistes est en droite ligne avec le **mépris de classe** affiché par le pouvoir pour « **ceux qui ne sont rien** », qui font pourtant tourner entreprises et services au quotidien, mais ne se voient concéder **que le droit de subir et de se taire !**

La façon dont l'État désorganise et liquide les services d'accueil en préfecture pour les demandeurs de papiers, maltraite ces personnes dans des procédures informatiques sans fin, le plus souvent infructueuses, **témoigne aussi de ce mépris et de cette malveillance.**

Les grévistes sans-papiers décidés à ne plus subir, à ne plus se taire !

Leur mouvement collectif, leur solidarité et leur courage à affronter ce patronat cynique et protégé par l'État, malgré la répression et la menace, **est un exemple et un encouragement à relever la tête, à affirmer et à défendre ses revendications, à exiger ses droits, pour tous-tes les « invisibles »** qui n'en peuvent plus de ce monde d'exploitation et de mépris !

C'est en ce sens que ces luttes doivent recevoir la pleine solidarité de tous les travailleurs, avec ou sans papiers, **car une victoire des plus précaires tire toujours vers le haut les droits de toutes et tous, c'est une victoire pour toutes et tous !**

Dernière minute

Prétextant « *la gestion de la situation des déplacés d'Ukraine qui mobilise fortement la DGEF* », le ministère nous fait savoir que **nous ne serons pas reçus ce vendredi 4 mars.**

S'il y a urgence à organiser l'accueil des victimes de la guerre de Poutine et de ses sbires, nous nous interrogeons sur cette hiérarchisation dans le traitement des problèmes et souffrances des migrants. Nous constatons également que **résoudre favorablement la situation des sans-papiers victimes de patrons voyous**, en lutte depuis 4 mois, donc bien avant la guerre en Ukraine, **n'est pas une priorité du ministère.** C'est cohérent avec l'attitude des préfectures ces dernières semaines !



Contribuez financièrement à la lutte :

<https://lydia-app.com/collect/48135-caisse-de-grave/fr>

<https://www.cotizup.com/sanspapiersdpd>

RÉGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS !

Et dans l'immédiat :

**Le gouvernement doit régulariser les occupants
des trois piquets de grève RSI, DPD et CHRONOPOST**